

<https://ricochets.cc/La-police-francaise-exemples-edifiants-de-son-fonctionnement.html>



La police française : exemples édifiants de son fonctionnement

- Les Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 10 septembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques exemples récents de comment fonctionne le système policier et ses agents :

4 CHANTAGE, MENACES, MANIPULATION : LA POLICE A RECRUTE UN SANS-PAPIER POUR INFILTRER LES GILETS JAUNES

- ▶ **En Moselle, de nombreux Gilets Jaunes arrêtés suite à l'infiltration d'un demandeur d'asile par les services de renseignement -**

Les Gilets Jaunes de Lorraine ont travaillé pendant des mois pour reconstituer cette affaire : récolter les preuves, des images, des enregistrements, et mettre à jour cette longue opération de chantage à la nationalité pour recruter un indic. Un travail d'investigation poussé et sourcé, qui mérite d'être largement diffusé. Un exilé arrivé dans l'Est de la France a été utilisé pendant des mois par les services de renseignement pour infiltrer à la fois les les Gilets Jaunes, les réseaux de sans-papiers, les « anarchistes », et les mosquées ! Le tout en échange d'un logement et d'une promesse de régularisation qu'il n'a jamais obtenue. Plongée dans les marécages hideux de la police française.



Insultes racistes et sexistes, brutalités, chantage sur sans papier pour en faire un indic, etc. Livre : Flic, un journaliste a infiltré la police

INFILTRATION DES GILETS JAUNES

Aidé par des militants associatifs lorsqu'ils arrivent en France en 2018, un homme que nous appellerons B., et sa famille, sont placés en foyer d'accueil à Metz. Peu après, B. reçoit l'appel d'un fonctionnaire de police. Les autorités organisent alors une rencontre dans un véhicule banalisé. Deux hommes lui montrent leurs cartes de fonctionnaires, testent B., et lui promettent la nationalité française en échange de missions d'infiltration.

Dès le début du mouvement des Gilets Jaunes, B. va sillonner les ronds-points de Moselle pour balancer des informations. Un policier lui avait donné un numéro de téléphone pour le contacter « si jamais t'as un truc important à balancer par SMS, s'il y a une action de prévue ». Pendant des mois, les services de renseignements reçoivent des infos de leur indic. B. doit se rendre dans les manifestations de Gilets Jaunes pour incriminer des manifestants : « quand tu vois des trucs intéressants à prendre en photo, tu n'hésites pas, [...] des mecs cagoulés qui sont en train de

casser quelque chose, n'importe quoi, tu prends avec ton téléphone portable, c'est des mecs que nous on a pu prendre en photo auparavant tu sais, qu'on peut identifier ». L'agent lui demande tout de même de rester prudent : « quand tu vois que ça craint, tu ne te fais pas interpeller hein ? ».

Dans un autre enregistrement, le policier conseille à B. de ne pas se rendre à une manifestation risquée des Gilets Jaunes pour éviter qu'il ne soit « pris dans des endroits où [il] ne doit pas être », vu « qu'il risque d'y avoir de la baston ». B. fait du zèle, il balance de nouvelles personnes, notamment petit groupe de Gilets Jaunes de Saint-Avold en Moselle qu'il aurait « déjà vu jouer aux casseurs » en février 2019. Il raconte aussi avant une manif : « il y en aura qui vont venir largement plus tôt pour pouvoir passer leurs masques, leurs petites armes... Il y aura de gens de Nancy, de Strasbourg. »

Le flic lui demande d'en « savoir un peu plus par message privé » et de faire « des captures d'écran » des échanges. B. va aussi envoyer les comptes rendus de réunion des Gilets Jaunes, les numéros de téléphones de chaque personne présente dans des groupes de discussion, les plaques d'immatriculation des véhicules et des noms des plus actifs... Selon les Gilets Jaunes de Lorraine, les différentes informations données par B. auraient permis « au moins 10 arrestations ». Un bilan particulièrement lourd.

Comment B. a-t-il pu enquêter si largement ? Il faisait le tour des ronds-points de la région où « il vendait du matériel militaire ». Selon un Gilet Jaune du coin. « Il n'était pas très fin », on voyait « qu'il tendait les oreilles ». Mais plus tard, B. écrira au préfet pour vanter les services qu'il a rendu à la police : « après le début du mouvement des Gilets Jaunes, on m'a demandé d'en devenir un et de ne pas être fixe [...] je leur vendais de l'habillement militaire sporadiquement à tous les ronds-points désignés : de Strasbourg à Nancy en passant par Metz ... Mes informations ont fait attraper les coupables des dégâts et affrontements ».

SURVEILLANCE DES RÉSEAUX D'EXILÉS ET MUSULMANS

Lorsqu'il venait d'arriver en France, le demandeur d'asile avait commencé son travail d'indigène dans un campement d'exilés. Il explique à un journaliste du Média : « dans le campement de Blida, dans les foyers de migrants ... je devais découvrir leurs futurs méfaits ». Il balance alors les délits commis par certains de ses compagnons d'infortune. Les agents lui demandent aussi « le suivi ...[d]es anarchistes » qui aidaient les demandeurs d'asile au sein du camp ...

Dans le même temps, il est envoyé occasionnellement dans les mosquées de la région pour « surveiller l'islamisme ». Il aurait ainsi appris à prier « en arabe », ainsi qu'à connaître « leur livre saint, le Coran ». Sa mission est simplement d'aller prier et de rapporter les propos et les tenues portées dans certaines mosquées. Les renseignements lui demandent : « L'Imam de Nancy, comment était-il habillé ? Quel couleur la djellaba ? ». B. écrit dans un cahier le déroulement du culte, qu'il remet aux policiers.

UNE DÉLATION MAL RÉCOMPENSÉE

« Je souhaitais la nationalité française, on m'a dit que c'était faisable, mais que la première année j'aurais un titre de séjour d'un an - ce que je n'ai pas eu » raconte B. au Média. Pendant le mouvement des Gilets Jaunes, il se voit tout de même offrir un permis de séjour, sur ce qu'il affirme être un ordre direct du préfet. Le permis de séjour éphémère ne règle pas les difficultés de logement, ni l'Obligation de Quitter le Territoire qui plane au dessus de sa famille, et qui permet aux flics de maintenir la pression sur lui.

Lorsque B. raconte ses problèmes à une assistante sociale, il est sévèrement menacé par le policier qui le suit : « désolé, j'aurais dû fermer ma gueule ». L'agent lui dit : « les gens qui travaillent pour nous à la préfecture... on est à deux doigts de tout arrêter avec toi ». « Le logement qu'on va te proposer, ne t'attends pas à un cinq étoiles, hein ». Dans cette discussion, B. revient sur un rapport qu'il aurait écrit sur les Gilets Jaunes pour montrer sa coopération. Mais le policier lui-même trouve ses délations excessives et lui demande d'arrêter de faire du zèle : « on n'est pas sur un mouvement terroriste ». « Tu n'es pas en position de force » lui assène le flic. « Je n'essaie pas d'être en position de force, mais à protéger ma famille ». Nouvelle menace : « en fin de semaine, tu pouvais être dans l'avion ».

Malgré ses activités d'informateur, la situation administrative de B. ne cesse d'empirer. Il est sous la menace d'une

expulsion, attaqué par des groupes de réfugiés qui l'accusent d'être une balance, mal logé ... Il doit finalement quitter le pays. Et finit par donner les enregistrements de ses conversations avec la police aux Gilets Jaunes. Aujourd'hui il se cache avec sa famille et tente de revenir en France. **L'histoire de B. n'est sans doute pas isolée : combien de cas similaire de délations et d'infiltration, de manipulation et de menaces sur des personnes fragiles ? Combien de coups tordus de la police politique ?**

Didier Martin, qui était à l'époque préfet de Moselle et qui a supervisé toute cette ignoble opération de manipulation d'une famille vulnérable afin de détruire des mobilisation est aujourd'hui préfet à Nantes, depuis le mois de juillet.

A partir du grand travail de Média Jaune de Lorraine

- Enquête en plusieurs parties avec les enregistrements :
<https://www.facebook.com/notes/m%C3%A9dia-jaune-de-lorraine/chantage-%C3%A0-la-nationalit%C3%A9-pour-infiltrer-les-gilets-jaunes/148019473637933/>
- Un article du Média sur le sujet :
<https://www.lemediatv.fr/articles/2020/revelations-un-indicateur-chez-les-gilets-jaunes-QOyYj7axRJK-ovKfaWfZk>



La police française : exemples édifiants de son fonctionnement

ÖRACISME, VIOLENCE : TÉMOIGNAGE D'UN JOURNALISTE INFILTRÉ DANS LA POLICE n@

- **L'enquête choc sort aujourd'hui, Nantes Révoltée a pu la lire en avant première - résumé édifiant !**

C'est dans le secret que les éditions Goutte d'or ont fait imprimer leur dernier livre qui sort aujourd'hui en librairie : **"Flic, un journaliste a infiltré la police" de Valentin Gendrot**. Et pour cause, il s'agit d'une véritable investigation au sein d'un commissariat du 19^e arrondissement de Paris. Le journaliste, qui a déjà fait plusieurs infiltrations dans des entreprises en France où il relatait les conditions de vie des travailleurs précaires. L'immersion dans un Lidl avec une caméra cachée pour l'émission Cash investigation diffusée sur France 2, c'est également lui. Mais il avait un projet plus important en tête : passer la formation ADS (adjoint de sécurité ou policier contractuel) et intégrer l'équipe d'un commissariat de Paris. Une idée qui émerge après les manifestations de 2016 contre la Loi Travail.

Valentin Gendrot s'inscrit en 2017 à cette formation qui se déroule en trois mois. Le 24 novembre 2017 il devient officiellement policier. Il devra attendre un an avant d'intégrer un commissariat car il est d'abord affecté à l'infirmierie psychiatrique de la préfecture de police de Paris. C'est là que la police envoie les personnes interpellées qui présentent des troubles psychiques. Après quinze mois à ce poste il obtient enfin sa mutation au commissariat du 19^e arrondissement de Paris. Il se fixe un objectif : tenir encore six mois pour écrire ce livre. En tout il passe deux ans

de sa vie en infiltration, avec tous les sacrifices que cela implique.

Durant cette période il est confronté à toute la violence et l'absurdité de l'institution policière. Et ce, dès sa formation express qui lui donnera le droit d'aller sur le terrain et de porter une arme automatique. Par exemple, le cours contre les violences conjugales ne dure que trois heures. Mais le plus inquiétant n'est pas tant le bâclage de l'enseignement que les personnes auxquelles le journaliste est confronté. Ses collègues : un catholique qui prie dans leur chambre et lui confie sans honte son passé de néo nazi, Mickaël qui déteste les Arabes et veut renvoyer tous les migrants chez eux, ou encore Alexis qui le réveille le matin en lui posant ses couilles sur le front. Des futurs flics.

A l'infirmerie de la préfecture de police de Paris les conditions d'accueil sont catastrophiques : contention quasi systématique, absence de douches, de sonnettes dans les chambres, volets cassés. En 2019, un rapport du contrôleur général des lieux de privation de liberté soulignait la confusion inquiétante du statut de cette institution unique en Europe : un service psychiatrique sous autorité policière. Mais la violence atteint surtout son apogée durant les six mois au commissariat du 19^e arrondissement. L'auteur est confronté au tabassage quotidien des gardés à vue, aux insultes racistes et sexistes de ses collègues, et à l'ennui de missions absurdes.

Premier jour, lors d'une permanence devant le commissariat : une femme se présente pour signaler les menaces de mort de son mari. Son collègue lui demande de rentrer chez elle, « la police ne peut rien faire ». A partir du 4^e jour il a le droit d'aller en patrouille avec sa brigade. Les contrôles d'identité inutiles s'enchaînent, les remarques racistes aussi, et des trajets en voiture pour passer le temps. Un jour sa brigade intervient dans un quartier, des jeunes écoutent de la musique et font trop de bruit. Très vite son collègue s'énerve, il frappe sans raison l'un d'eux, seize ans, et l'embarque au poste dans un déchainement d'insultes et de coups de poing. L'adolescent est placé en garde à vue. Il décide de porter plainte contre le policier. Le journaliste découvre alors que ses collègues se protègent mutuellement en faisant de fausses déclarations. Peu importe si le flic est en tort. La hiérarchie ferme les yeux. Ce tabassage n'est pas un cas isolé, mais personne ne dit rien. La brigade se serre les coudes et échange régulièrement des messages sur leur groupe de discussion WhatsApp. Les insultes y vont bon train : « pd de gilets jaunes », « anarchos de merde », « pays de mongoliens ». Il y a aussi Ludo, habilité à porter un pistolet mitrailleur. Alors qu'il est de permanence devant l'entrée du commissariat il s'amuse à viser avec son arme « pour rire », un ouvrier, une passante, un pigeon. Ces exemples, très nombreux, s'enchaînent dans ce livre jusqu'à la nausée. Usé par cette violence quotidienne, physique et verbale, Valentin Gendrot envisage même de démissionner plus tôt mais il tient les six mois.

Son enquête qui parait ce jour corrobore toutes les révélations de ces dernières années sur les violences policières et constitue un témoignage véritablement accablant.